



Déclaration liminaire des élu-e-s CGT Finances Publiques

CSAL DISI RAAB du 20/11/2024

Cette réunion se tient à un moment où la situation sociale dans notre pays est devenue insupportable pour nos concitoyen-ne-s maltraité-e-s par le gouvernement et le capital.

En 2025, nous devrions subir le projet du gouvernement censé faire face à l'endettement du pays, mais qui s'avère être, en réalité, une énième cure d'austérité, dans un contexte social et économique des plus dégradés. Ce sont des choix qui privilégient les puissants et le capital au détriment de l'immense majorité de la population, des jeunes, des salariés, des retraités.

• **Au plan national :**

→ Un contexte budgétaire inacceptable avec un projet de loi de finances prévoyant plus de 60 milliards d'économie dont les 2/3 seront appliqués sur la dépense publique.

Cette austérité, jamais égalée sous la Ve république, est suicidaire : socialement parce qu'elle remet en question les droits, économiquement parce qu'elle « plante » la croissance, et démocratiquement parce qu'elle va accentuer les divisions de notre société.

Tout y passe : les retraites, les services publics, les fonctionnaires, les malades, le pouvoir d'achat.

• **Au plan Fonction Publique :**

Guillaume Kasbarian, ministre de la Fonction publique, le gouvernement auquel il appartient, et avec la bénédiction du président Macron, ont décidé de brutaliser les agents publics !

Dans le cadre d'un budget 2025 d'austérité, ce gouvernement va encore plus loin dans des choix politiques qui consistent à épargner les plus riches et les actionnaires pour mieux taper sur les fonctionnaires et les services publics.

le mépris envers les fonctionnaires n'a plus de limite !!!

→ Suppression de la GIPA, indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat des agents publics, permettant de verser une compensation aux agents ayant eu une baisse de pouvoir d'achat sur les 4 dernières années par rapport à l'inflation.

→ L'aumône d'une prime de 6 centimes, versée aux 230 000 fonctionnaires dont la rémunération sera en dessous du SMIC et le gel de la valeur du point d'indice pour tous.

→ Les annonces du ministre Kasbarian, voulant reprendre le "projet de loi pour l'efficacité de la fonction publique", nom que Stanislas Guerini avait donné à son projet de loi de réforme de la Fonction publique.

→ Et dernier épisode, les propos stigmatisant les fonctionnaires au sujet des arrêts maladies qui conduisent le Ministre a proposé 3 jours de carence et la diminution de 10 % de la rémunération durant les 3 mois du congé ordinaire de maladie.

Nous n'oublions pas, dans ce tableau sombre, l'attitude du ministre de la Fonction publique lors de la réunion avec les syndicats : aucune discussion n'a été permise, on subit, point final. Nommer M. Kasbarian comme ministre de la Fonction publique, au vu de son parcours professionnel et de ses discours, revient à confier « **la sécurité de son aquarium à son chat** ». Cette image, d'ailleurs, n'est pas de nous, mais d'un humoriste qui officie sur RTL .

On sourit beaucoup moins quand on constate l'empressement de ce ministre a félicité Elon Musk sur X tout en déclarant nous citons « *J'ai hâte de partager avec vous les meilleures pratiques pour lutter contre l'excès de bureaucratie, réduire la paperasse, et repenser les organisations publiques pour améliorer l'efficacité des agents publics* ».

Il ne sert à rien de proclamer face à ce genre de personnage que les jours de carences sont par nature injustes, quand dans le privé plus de 66% des travailleurs ne sont pas concernés puisqu'ils sont protégés de cette perte de salaire par des accords de branche. N'avoir que 90 % du salaire quand vous êtes malade, c'est tout simplement honteux et scandaleux ! Ces mesures sur les arrêts maladie sont non seulement honteuses, injustes mais aussi stigmatisantes envers les personnels malades ! Qui plus est, elles remettent un peu plus en cause la politique de prévention sanitaire, car des agents malades pourraient être tentés voir contraint malgré tout de travailler.

• **Au plan DGFIP :**

Les promesses non tenues du cadre d'objectif et de moyens d'une année blanche en termes de suppressions d'emplois.

Les agents de la DGFIP ont déjà payé un lourd tribut avec des restructurations permanentes, des règles de gestion de plus en plus arbitraires, près de 50 000 emplois supprimés de 2002 à 2024 (et 730 suppressions supplémentaires dans le réseau annoncées pour 2025) !

Alors que nos conditions de travail ne cessent de se dégrader, ce gouvernement veut davantage nous enfoncer !

La CGT Disi RAAB exige :

Que le MINISTRE RENONCE :

- Aux 3 jours de carence dans la fonction publique ;
- À la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie ;
- Au non-versement de la Gipa ;
- Au RIFSEEP qui introduit l'arbitraire et la rémunération au mérite dans nos régimes indemnitaires.

ET pour toutes et tous :

- Des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;

- Des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels ;
- Des carrières linéaires reconnaissant nos qualifications et notre expérience ;
- L'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales ;
- La refonte des grilles indiciaires ;
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- L'abandon des orientations du projet de loi dit « Guerini ».

Si le gouvernement ne change pas de cap en ne répondant pas favorablement à nos revendications, la vraie question qui se posera au regard de l'actualité, c'est comment allons-nous faire demain pour continuer nos missions avec toujours moins d'agents ? Quel avenir pour la DGFIP ?